DEPARTEMENT DE LA REUNION
COMMUNE DU TAMPON

REPUBLIQUE FRANCAISE

A R R E T E N° 854/2026-PM/EW/MC/EP

PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT SUR

LA RUE DU GENERAL DE GAULLE – LA RUE LE JUGE – LA RD3-RUE HUBERT DELISLE

DU 27 OCTOBRE 2026 AU 18 DECEMBRE 2026

LE MAIRE DE LA COMMUNE DU TAMPON

VU les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6-1 du Code général des collectivités territoriales ;
VU l'article L.411-1 du Code de la route ;
VU le Code pénal notamment l'article R.610-5 ;
VU l'arrêté municipal n° 23/2013-PM/JMH/DAP/EP en date du 30/01/2013, fixant les limites d'agglomération sur la RN3 et les RD ;
VU la demande formulée par OPTICOM en date du 05/10/2026 ;
CONSIDERANT la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement sur **la rue du Général de Gaulle, la rue le Juge, la RD3-rue Hubert Delisle**, afin de permettre les travaux d'ouverture et de fermeture de chambre pour déploiement de fibre optique par OPTICOM ;
DANS l'intérêt de la Sécurité Publique ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du mardi 27 octobre 2026 au vendredi 18 décembre 2026, sauf week-ends et jour férié, de 7 h 30 à 16 h 00, **la rue du Général de Gaulle** (à hauteur du n° 126)**, la rue le Juge, la RD3-rue Hubert Delisle** (entre le n° 374 et le n° 437), sont soumises aux prescriptions ci-après définies, en fonction des besoins et au droit des travaux :

- Chaussée rétrécie
- Circulation réglée par alternat par piquets K10
- Stationnement interdit
- Vitesse limitée à 30 km/h à l'approche et au droit des travaux.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire temporaire est installée par OPTICOM.

ARTICLE 3 : Toute infraction au présent arrêté est constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Madame la Commandante de communauté de brigades de gendarmerie du Tampon, Monsieur le Chef de Service de police municipale et le responsable de OPTICOM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est affiché et publié.

Fait à TAMPON, le 09 octobre 2026
LE MAIRE
Alexis CHAUSSALET